

### A . SUR LA GESTION TECHNIQUE DE L'OPERATION

- **Nombreuses irrégularités dans la gestion technique du dossier**
- **Incapacité avérée du département du Rhône et de la SERL à gérer correctement un dossier de cette envergure**
- **Irresponsabilité de nos élus à gérer l'argent public**
  - Le dossier a été lancé sans connaître le lieu d'installation, l'enveloppe financière globale du coût de construction, son financement et le coût d'exploitation
  - Il n'a pas été arrêté quand il a été constaté que l'on courait à la catastrophe
  - Financement par des emprunts toxiques
  - Vente des actions de la CNR précipitée et à vil prix
- **Manque total de transparence**
  - Comptes opaques et changeants
  - Non-communication des éléments demandés
  - Perte du marché de programmation
  - Nécessité de passer par la CADA pour réclamer les éléments du dossier
- **Mensonges systématiques sur le coût de l'opération**
  - M. MERCIER
  - Mme CHUZEVILLE
- **Coût final de la construction : 328 M€ (plus de 5 fois le coût initial prévu)**
- **Pas de budget détaillé du coût d'exploitation à 15 jours de l'ouverture : le budget global d'exploitation annoncé est de 18 M€, il paraît encore très sous-estimé !**
- **Impossibilité en France de demander à la justice de juger les responsables de cette débâcle et de les mettre hors d'état de nuire. Les avocats consultés nous y ont fait renoncer.**

## **B. SUR LE PREJUDICE SUBI PAR LES CONTRIBUABLES**

- **Les contribuables n'ont jamais été consultés sur l'opportunité de lancer cette opération.**
- **Ils sont les dindons de la farce :**
  - la taxe foncière départementale a été augmentée de 18% en 2014, ce qui procure un revenu annuel supplémentaire de 50 M€ (dont 75% iront à la métropole) alors que l'examen scrupuleux des comptes du département montrait que cette augmentation n'était pas justifiée
  - le taux des droits de mutation départementaux a été augmenté de 18,4% en 2014, ce qui va apporter un revenu annuel supplémentaire de 46 M€ (dont 80% iront à la Métropole) alors que seuls 17 M€ étaient nécessaires pour compenser la nouvelle péréquation entre départements.
  - Le président de la métropole prévoit déjà d'augmenter les impôts locaux pour faire soi-disant face aux baisses des dotations de l'Etat alors que le but annoncé de la création de la Métropole est de faire des économies.

**Aidez-nous à dénoncer ce scandale afin d'éviter que pareille gabegie ne puisse se reproduire !**